

Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Band: - (2010)
Heft: 4

Vorwort: Editorial
Autor: Vautravers, Alexandre

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 18.10.2024

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>



Les présidents américain et russe signent le nouveau traité START à Prague, le 8 avril 2010.

Editorial

Désarmement : Maîtrise des armements, ou des dépenses ?

Lt col EMG Alexandre Vautravers

Rédacteur en chef, RMS+

Le 8 avril, à Prague, Barack Obama et Dimitri Medvedev ont signé un accord bilatéral de réduction des armes stratégiques (START). Mais de quel désarmement s'agit-il ?

L'accord marque, d'une part, la remise en route d'un processus de négociations bilatérales qui avait déraillé en 2000/2001, avec l'arrivée au pouvoir successivement de Vladimir Poutine et de Georges W. Bush. Il a en effet fallu moins d'un an aux deux nouveaux présidents pour remettre en cause le traité anti-missiles balistique (ABM, 1972), mettre au placard les négociations de START III prévues pour 2007, abandonner le NATO-Russia Permanent Cooperation Council et, enfin, le traité sur les forces conventionnelles en Europe (CFE, 1990).

Après START I (1991) et START II (1993), le nouveau traité réduit une nouvelle fois de moitié le nombre d'armes nucléaires en mains américaines et russes. Mais aussi, la diminution du nombre d'ogives permet de renforcer les contrôles et d'éviter la prolifération. Car le but du traité est bien de renforcer le « club » des 5 membres permanents (P5) du Conseil de Sécurité de l'ONU, seuls autorisés d'après le traité de non-prolifération (NPT, 1968), à posséder des armes nucléaires. Il va de soi que l'on vise, ainsi, à empêcher l'Iran et de la Corée du Nord de parvenir à leurs fins.

Dans les faits, peu d'armes atomiques seront véritablement mises hors service. Pour des raisons de coûts, celles-ci ont déjà largement été remises ou abandonnées, pour faire des économies. Car le désarmement se fait également « à froid », par les réductions des budgets de défense européens et -désormais, aussi- américain et russe.

La lassitude de la guerre contre le terrorisme, en Irak dont on ne parle plus guère, et surtout en Afghanistan, oblige de réduire la voilure des forces multinationales. La crise financière déploie ses effets sur les budgets, à Athènes comme à Seattle. Et sur le front de l'industrie de Défense, la concurrence devient redoutable : aux

fusions des années 1990 a succédé une nouvelle ère de nationalisme économique.

Dans ce contexte, les difficultés des grands programmes aéronautiques américains, à l'instar du JSF, jettent une ombre sur la gestion du Département de la Défense et celle de l'administration Obama. L'annonce en 2009 de renoncer à de nombreux projets pour l'USAF, de retarder -c'est-à-dire renoncer- au bouclier antimissile, montrent l'hésitation et la vulnérabilité du gouvernement américain aujourd'hui.

Car trente ans de « manière forte » et de sanctions n'ont pas réussi à décourager Téhéran. Trente ans d'indifférence à Delhi, vingt ans de chaud et de froid sur Pyongyang ou de partenariats avec Islamabad n'ont pas empêché ces pays de remettre profondément en cause l'Ordre mondial établi durant la guerre froide.

Les véritables soucis ne désarment et ne négocient pas : le désarmement stratégique n'est à l'ordre du jour ni en Corée du Nord, ni en Iran, en Inde ou au Pakistan, ou encore en Israël, ni d'ailleurs en Grande-Bretagne et en France, où les puissances « médianes » savent bien quel rang la capacité nucléaire leur confère.

START peut alors tromper sur la marchandise. Car il ne s'agit pas de désarmement multilatéral, mais bien d'accords bilatéraux entre les deux anciennes superpuissances. C'est un accord du passé, qui ne reflète ni la complexité, ni les problèmes, ni les acteurs d'aujourd'hui et de demain. START cherche à rattraper le temps perdu par dix ans de méfiance, d'actions préventives et de guerre contre le terrorisme tous azimuts.

Mais surtout, START démontre que l'on ne sait pas freiner la prolifération nucléaire. Il est plus facile de maîtriser les dépenses que de maîtriser les armements, ou les risques.

A+V